

Une conférence spéciale des Nations Unies, convoquée à Genève en juillet dernier, a produit des résultats positifs. En effet, un certain nombre de pays ont promis des contributions financières au titre du programme de réinstallation du HCR et, fait tout aussi important, le gouvernement du Vietnam s'est engagé à régulariser le flot des départs sur une période raisonnable. Ce qui a eu pour effet de ralentir notablement le flot des réfugiés de la mer vietnamiens, qui est passé de près de 60 000 réfugiés par mois l'été dernier à une moyenne de 2 500 depuis juillet. Cependant, des signes alarmants font craindre une recrudescence des arrivées par la mer; la possibilité d'un nouvel exode massif ne peut être exclue, d'autant plus que le Vietnam demeure déterminé à réduire sa communauté chinoise qui compte encore 1 million de personnes.

Outre la question des réfugiés de la mer, il reste à résoudre le grave problème des réfugiés arrivés par voie de terre du Laos et du Kampuchea, dont plus de 130 000 sont encore dans les camps du HCR en Thaïlande. Nombre d'entre eux pourront être réinstallés dans des pays tiers. Pour les dizaines de milliers d'autres qui ne pourront trouver refuge à l'étranger, particulièrement ceux qui ont fui ces derniers mois l'occupation militaire et la pénurie alimentaire au Kampuchea, et pour ceux qui risquent la famine au Kampuchea même, l'UNICEF et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont lancé l'automne dernier une campagne internationale de secours de \$300 millions. Le Canada a versé une contribution de \$15 millions. La campagne UNICEF/CICR a été prolongée jusqu'à la fin de 1980. Comme un supplément de \$262 millions est nécessaire, une conférence visant à arrêter les contributions nationales a eu lieu en mai. M. Louis Duclos, secrétaire parlementaire auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, y participait.